

REPUBLIQUE TOGOLAISE

Travail - Liberte - Patrie



MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT
AGRICOLE ET DE SECURITE ALIMENTAIRE

-PNIASA -

PLAN D'ACTION DU VOLET NUTRITION

2012 - 2015

Janvier 2012

I - CONTEXTE

Suite à l'aggravation de la faim et de la malnutrition, il est créé en 2008 au sein du système des Nations Unies, un Groupe d'action de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale en vue d'élaborer une nouvelle vision de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le Groupe d'action de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale est présidé par le Secrétaire Général de l'ONU et co-présidé par le Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Le Groupe a conçu une stratégie prenant en compte l'apport de solutions aux besoins immédiats des populations vulnérables en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. La stratégie consiste à contribuer au renforcement de la capacité de résilience à une plus longue échelle, et de s'attaquer également à tous les quatre aspects liés à la sécurité alimentaire à savoir (i) la disponibilité des aliments, (ii) accessibilité aux aliments, (iii) la stabilité de la disponibilité et (iv) l'utilisation sûre et saine des produits alimentaires.

Le processus d'élaboration des PNIASA a prévu une revue externe des plans d'investissements. Celui du Togo a été examiné au business meeting de Dakar en juin 2010 et comme pour la plupart des pays, il a relevé certaines insuffisances notamment la faible prise en compte de la nutrition dans les programmes.

C'est ainsi que le NEPAD a organisé du 9 au 12 décembre 2011, un atelier sur le Programme Régional de Nutrition de développement en Afrique de l'Ouest afin d'accompagner les pays dans leurs efforts de développement pour mieux intégrer le programme de nutrition dans les Programmes Nationaux d'Investissement Agricoles et de Sécurité Alimentaire (PNISA).

L'atelier a permis d'identifier et d'intégrer les meilleures pratiques et approches relatives à la nutrition dans leur phase de conception et de mise en œuvre des programmes qui s'alignent avec les plans d'investissement nationaux dans l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Spécialement pour le Togo, il a été demandé de rendre visible dans le plan d'investissement du Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA), la composante « nutrition », et de la renforcer par de nouvelles activités en précisant au mieux les objectifs nutritionnels et les activités spécifiques à la nutrition et les bonnes pratiques en lien avec les objectifs nutritionnels.

Le présent document est un plan d'actions des pratiques et approches relatives à la nutrition, retenues pour renforcer le Plan d'investissement du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire au Togo.

En somme, il est retenu un ensemble de vingt-neuf (29) activités regroupées en neuf (9) actions dont le coût est estimé à un montant de **42,009 milliards de FCFA soit un équivalent de 93,354 millions de dollars des USA.**

Ces activités sont relatives à la valorisation des produits agricoles (y compris les produits animaux et halieutiques) et au renforcement des capacités des acteurs ainsi qu'aux mécanismes qui garantissent la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Tableau : Détermination des coûts des actions de sécurité alimentaire et nutritionnelle au PNIASA

Actions	Activités	Indicateurs	Coût total		Coût annuel (mille US.\$)			
			Coût (millions de FCFA)	Coût (mille US.\$)	2012	2013	2014	2015
1. Transformation, conditionnement et commercialisation des produits vivriers	1.1 Promotion de la création d'unités de transformation et de conditionnement des produits agricoles 1.2 Recherche en nutrition (Actualisation de la table de composition alimentaire, recherche sur la consommation alimentaire de denrées spécifiques, recherche sur la bio fortification des aliments) 1.3 Recherche en technologie alimentaire et qualité des produits 1.4 Education et communication sur la nutrition et l'hygiène alimentaire	N.bre de producteurs / OP formé sur la gestion de stock répartie par sexe	5 497,1	12 215,82	1 221,58	4 071,94	4 886,33	2 035,97
		Nbre d'infrastructures de stockage fonctionnelles par typologie (banques des céréales, greniers villageois)						
		Taux d'autosuffisance alimentaire (Taux de couverture des besoins en produits vivriers par la production nationale (139 %)) ;						
		Taux de couverture des besoins en produits en viande, œufs et lait par la production nationale (70%) ;						
		Nombre de résultats de recherche disponible sur la nutrition Nombre de technologies de transformation alimentaire élaborées Nombre de producteurs et de transformateurs formés sur les bonnes pratiques d'hygiène et de fabrication						
		Taux de couverture des besoins en produits halieutiques par la production nationale (70%)						

Actions	Activités	Indicateurs	Coût total		Coût annuel (mille US.\$)			
			Coût (millions de FCFA)	Coût (mille US.\$)	2012	2013	2014	2015
		Durée d'approvisionnement durant l'année (n.bre mois)						
		Nombre de session de formation sur l'éducation nutritionnelle et l'hygiène alimentaire						
		Nbre de petites unités de transformation existantes rénovées						
		Nbre de petites unités familiales de transformation						
		Pourcentage des pertes post récolte par spéculation vivrière						
2. Promotion de la transformation industrielle et de l'agrobusiness	2.1 Formation des groupements sur les techniques de transformation et de conservation des produits agroalimentaires	N.bre de sessions de formation par typologie (technique de conservation, gestion)	1 494,3	3 320,6	332,1	1 106,9	1 328,2	553,4
		Taux de transformation des produits vivriers						
		Nombre de technologies améliorées (transformation, conditionnement, hygiène alimentaire, etc.) diffusées						
		Quantités de produits locaux transformés par typologie						
	2.2 Création d'unités de	Equipements fournis par unité de	3 735,7	301,5	830,1	2 767,2	3 320,6	1 383,6

Actions	Activités	Indicateurs	Coût total		Coût annuel (mille US.\$)			
			Coût (millions de FCFA)	Coût (mille US.\$)	2012	2013	2014	2015
	transformation et de conditionnement des produits agricoles (halieutiques, végétaux, animaux)	transformation						
	2.3 Elaboration d'un guide d'application de Bonnes Pratiques d'Hygiène (BPH), ou de Bonnes Pratiques de Fabrication (BPF) ou encore de Bonnes Pratiques de Production (BPP) pour accompagner les professionnels ou les acteurs de la chaîne alimentaire.	Nbre de guides élaborés	1 756,9	3 904,2	390,4	301,4	1 561,7	650,7
	2.4 Formation des opérateurs économiques pour le respect des normes de qualité et engagements contractuels ;	Nbre d'opérateurs économiques formés pour le respect des normes de qualité et engagement contractuels Nbre d'opérateurs économiques respectant les normes de qualité et engagement contractuels	1 072,8	2 384,1	238,4	794,7	953,6	397,3
	2.5 Renforcement de capacité des inspecteurs sanitaires et phytosanitaires pour le contrôle de la sûreté et la sécurité des aliments tout au long de la chaîne de production alimentaire	Nbre d'inspecteurs formés	1 150,0	2 555,6	255,6	851,9	1 022,2	425,9
3. Transformation,	3.1 Mise en place des réseaux	Poids des PME d'élevage dans la	490,4	5 534,3	553,4	1 844,8	2 213,7	922,4

Actions	Activités	Indicateurs	Coût total		Coût annuel (mille US.\$)			
			Coût (millions de FCFA)	Coût (mille US.\$)	2012	2013	2014	2015
conditionnement et commercialisation des produits d'élevage et contrôle de qualité des produits d'élevage	locaux de collecte et de transformation de lait ;	production totale de lait						
4. Promotion de la transformation semi industrielle, de la commercialisation et de l'agrobusiness	4.1 Mise en place d'un contrat entre les réseaux locaux de collecte de lait et l'unité de transformation de lait mise en place par la société FAN MILK ;	Nbre de contrats de commercialisation passés entre les OP et les privés	1 120,7	2 490,4	249,0	830,1	996,2	415,1
5. Développement des technologies de transformation des produits agricoles, carnés et halieutiques	5.1 Recherche en nutrition, technologie alimentaire et qualité des produits ;		1 110,3	2 467,4	246,7	822,5	987,0	411,2
	5.2 Recherche sur l'hygiène et l'alimentation des ménages ;	Existence de mécanismes de contrôle de l'hygiène et de la qualité des produits agricoles et des aliments	555,2	1 233,7	123,4	411,2	493,5	205,6
6. Formation et sensibilisation de la population sur les aspects nutritionnels	6.1 Promotion de l'information sur les aspects nutritionnels		797,7	1 772,7	177,3	590,9	709,1	295,4
	6.2 Renforcement des capacités	N.bre de sessions de formation des	861,5	1 914,5	191,4	638,2	765,8	319,1

Actions	Activités	Indicateurs	Coût total		Coût annuel (mille US.\$)			
			Coût (millions de FCFA)	Coût (mille US.\$)	2012	2013	2014	2015
	des agents de santé et des structures d'appui conseils sur les aspects nutritionnels ;	agents de santé et des structures d'appui conseil						
	6.3 Amélioration de la sécurité sanitaire et de l'hygiène des denrées alimentaires d'origine animale		957,2	2 127,2	212,7	709,1	850,9	354,5
	6.4 Amélioration de l'utilisation des produits de conservation des aliments ;	Nbre de contrôles sur le respect de l'utilisation des produits de conservation des aliments	821,6	1 825,8	182,6	608,6	730,3	304,3
	6.5 Diffusion des thèmes sur l'hygiène et l'alimentation.		917,4	2 038,6	203,9	679,5	815,4	339,8
7. Renforcement des capacités technique du MAEP	7.1 Insertion de module nutrition dans la formation des techniciens agricoles et ingénieurs agronomes		1 653,3	3 673,9	367,4	1 224,6	1 469,6	612,3
	7.2 Renforcement des capacités des groupements agricoles en conseils nutritionnels	Taux d'encadrement des producteurs N.bre des séances IEC sur la manipulation des denrées alimentaires et sur les intoxications alimentaires au niveau familial et des petit(e)s commerçants ou restaurateurs/trices.	1 653,3	3 673,9	367,4	1 224,6	1 469,6	612,3

Actions	Activités	Indicateurs	Coût total		Coût annuel (mille US.\$)			
			Coût (millions de FCFA)	Coût (mille US.\$)	2012	2013	2014	2015
	7.3 Renforcement des capacités des cadres du secteur agricole dans le domaine de la nutrition		1 653,3	3 673,9	367,4	1 224,6	1 469,6	612,3
	7.4 Programmer une coopération sud-sud avec l'université d'Abomey Calavi (FINSA)		1 653,3	3 673,9	367,4	1 224,6	1 469,6	612,3
8. Mise en place des mécanismes qui garantissent la sécurité alimentaire et nutritionnelle	8.1 Mise en place d'un système d'alerte précoce	Existence du système d'alerte précoce	1 131,0	2 513,3	251,3	837,8	1 005,3	418,9
	8.2 Constitution des stocks de sécurité	Quantités de stocks de sécurité alimentaire mis en place	2 343,2	5 207,0	520,7	1 735,7	2 082,8	867,8
	8.3 Mise en place de filets sociaux et nutritionnels	Existence de filets de sécurité	946,6	2 103,6	210,4	701,2	841,5	350,6
	8.4 Renforcement des laboratoires d'analyse pour le respect des normes et standards internationaux de qualité ;	Acquisition de nouveaux équipements de laboratoire Nombre de technicien formés sur les nouvelles normes Nbre de laboratoires d'analyse pour le respect des normes et standards internationaux de qualités	1 031,0	2 291,1	229,1	763,7	916,4	381,8
	8.5 Amélioration des circuits de distribution des aliments et renforcement de la chaîne de	Km de pistes ouvertes ou aménagées N.bre de marchés villageois existants	1 087,9	2 417,5	241,7	805,8	967,0	402,9

Actions	Activités	Indicateurs	Coût total		Coût annuel (mille US.\$)			
			Coût (millions de FCFA)	Coût (mille US.\$)	2012	2013	2014	2015
	froid ;	réhabilités						
		N.bre de nouveaux marchés villageois créés						
		N.bre d'infrastructures et équipements pour la chaîne de froid aux niveaux des marchés, des abattoirs et des sites de pêche						
	8.6 Contrôle de la qualité sanitaire des aliments et de l'eau ;	Taux d'accès à l'eau potable en milieu rural						
		N.bre d'initiatives de contrôle de qualité du sel iodé	1 049,7	2 332,7	233,3	777,6	933,1	388,8
		Nombre de contrôle qualité des aliments effectué						
		N.bre des séances IEC sur l'hygiène et la potabilité de l'eau au niveau familial						
	8.7 Appui à la mise en place de cantines scolaires et jardins scolaires.	N.bre de cantines scolaires fonctionnelles						
		N.bre de jardins scolaires aménagés	937,3	2 082,8	208,3	694,3	833,1	347,1
	8.8 Contribution à la lutte contre les carences en micronutriments et appui à la création et à	Accès à l'iode	1 124,7	2 499,4	249,9	833,1	999,7	416,6
		Accès au fer et au zinc						

Actions	Activités	Indicateurs	Coût total		Coût annuel (mille US.\$)			
			Coût (millions de FCFA)	Coût (mille US.\$)	2012	2013	2014	2015
	l'équipement des centres de réhabilitation	Accès à la vitamine A						
		N.bre de contrôle de qualité effectué sur les aliments fortifiés ou enrichis						
		N.bre d'unité de production d'aliments riches en micronutriments						
		N.bre des centres de réhabilitation nutritionnelle créés et équipés						
	8.9 Sensibiliser les divers acteurs du secteur agricole par rapport à l'importance des questions nutritionnelles et à leur caractère multisectoriel	N.bre de bulletins d'informations diffusés						
		N.bre d'outils de communication élaborés et utilisés	1 405,9	3 124,2	312,4	1 041,4	1 249,7	520,7
		N.bre de campagnes de communication et d'information organisées						
Total			42 009,1	93 353,6	9 335,4	31 117,9	37 341,4	15 558,9

1 US.\$ = 450 F CFA

Conclusion

La mise en œuvre du présent plan d'action permettra au Togo d'atteindre les objectifs nutritionnels visés. En effet, son élaboration a impliqué l'ensemble des acteurs et permettra aussi de renforcer les partenariats (publics-privés, publics-publics, etc.) mis en place depuis le processus d'élaboration du PNIASA et les mécanismes de coordination des activités de nutrition.

Ce document sera annexé au plan d'investissement du PNIASA pour la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre.

Les institutions responsables de la mise en œuvre de ce plan d'actions sont essentiellement le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche et celui de la santé en partenariat avec les autres ministères impliqués (planification, finances, environnement, commerce, eau et assainissement, action sociale,) ainsi que les organisations de la société civile et le secteur privé.

Bref le cadre de mise en œuvre et de suivi évaluation sera celui du PNIASA défini par le Compact signé lors la Table ronde de juillet 2009 et du cadre partenarial de février 2010 entre le gouvernement du Togo et les partenaires techniques et financiers.